

**COLLEGE INTERARMEES DE
DEFENSE**

7°PROMOTION

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



**« ANALYSE DE LA CONFLICTUALITÉ AU TCHAD
DEPUIS L'INDÉPENDANCE, BILAN ET PERSPECTIVES
D'UNE ZONE MOUVEMENTEE »**

C.I.D 7^{EME} PROMOTION
MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

- 1- **« Analyse de la conflictualité au Tchad depuis l'indépendance, bilan et perspectives d'une zone mouvementée ».**
- 2- Chef de bataillon de Ladoucette, Thierry.
- 3- 25 février 2000.
- 4- Division A.
- 5- Mémoire de géopolitique.
- 6- Ce pays n'a connu depuis son accession à l'indépendance en 1960 que quelques rares années de paix. Il a été agité par des troubles internes et externes issus d'une histoire coloniale ayant poussé des populations disparates à vivre sur le même sol. Il est donc intéressant de s'interroger sur les causes de ces conflits incessants et tenter de dresser un bilan de quarante années de guerre.
- 7- Mots clés : Tchad, Afrique centrale, conflictualité.

INTRODUCTION

I- ANALYSE DU CONFLIT TCHADIEN

11- un conflit local: l'éclatement de la guerre civile.....	4
12- un conflit régional : le rôle de la Libye et des voisins africains.....	8
13- un conflit global : l'intervention française.....	15

II- BILAN DE TRENTE ANNEES DE GUERRE

21- un état profondément fragilisé.....	16
22- le retour de la paix avec la Libye.....	18
23- une économie dont les bases sont à reconstruire.....	19

III- PERSPECTIVES D'AVENIR

31- la persistance de tensions armées.....	20
32- un processus de transition démocratique chaotique.....	21
33- l'avenir de l'Etat tchadien en question.....	23

CONCLUSION.....	26
------------------------	-----------

Vaste territoire de 1 284 000 km² et de 6,7 millions d'habitants, situé au cœur de l'Afrique centrale, le Tchad est donné pour l'un des pays les plus pauvres du monde. Etat situé à un carrefour de l'Afrique noire, plaque tournante à la jonction de l'Afrique arabophone et anglophone, il est aujourd'hui un point stratégique et non plus névralgique.

Cette ancienne colonie française, indépendante depuis 1960, présente une des situations géopolitiques les plus compliquées du continent. Depuis un quart de siècle, la confusion de guerres civiles à répétition et l'imbroglio des interventions militaires françaises et étrangères ont passablement obscurci les problèmes d'un pays pauvre et enclavé, sans ressources d'exportation, et dont l'unité beaucoup plus fictive que réelle est menacée par l'opposition entre un Nord musulman et un Sud animiste et partiellement christianisé. *pétrole?*

Après 30 ans de guerre civile, l'espoir renaît, la démocratie s'enracine. D'importants gisements ~~pétroliers~~ pétrolifères ont été découverts récemment. A supposer que la stabilité politique, propice à la vitalité du secteur privé, soit une constante et que la communauté internationale ne remette pas en cause son soutien, des améliorations sensibles pourraient être apportées au sort des populations. *A*

Il apparaît donc nécessaire, à un tournant de l'histoire de ce pays, de dresser un bilan, non du conflit, mais des conflits tchadiens : en effet, à une lutte interne opposant différentes factions originaires du Nord et du Sud du pays et s'enracinant dans le passé colonial, des rivalités régionales se sont superposées et ont contribué, par un jeu d'alliances particulièrement complexe et fluctuant, à affaiblir l'Etat tchadien.

Certains éléments, tels le retrait des forces libyennes de la bande d'Aouzou après le jugement de la Cour Internationale de Justice en faveur des revendications tchadiennes et le processus démocratique naissant, invitent aujourd'hui à l'optimisme quand à l'avenir de ce pays. Pourtant, la prudence est nécessaire : non seulement les combats se poursuivent entre factions qui refusent de rendre les armes, mais les difficultés économiques et les tensions persistantes entre le Nord et le Sud fragilisent et mettent en cause l'unité de l'Etat.

Notre analyse des conflits tchadiens, loin de prétendre à l'exhaustivité, s'attachera à définir un conflit qui s'inscrit à la fois dans un rapport de forces hérité de la colonisation et dans le jeu des puissances tant régionales (et en premier lieu la Libye) qu'extra-régionales (la France, les Etats-Unis, l'URSS). On pourra alors dresser un bilan politique, économique et humain de ces trente années de lutte.

I - ANALYSE DU CONFLIT TCHADIEN

11-Un conflit local : l'éclatement de la guerre civile

La diversité régionale et ethnique pèse lourd dans l'histoire de la guerre au Tchad. Situé à un carrefour de civilisations, entre l'Afrique blanche arabe et l'Afrique noire, le Tchad se caractérise par l'extraordinaire complexité de son cadre humain et de sa situation géopolitique. En effet, le pays est traversé par un clivage Nord/ Sud recouvrant une opposition à la fois culturelle, religieuse, politique et économique, alimentée et instrumentalisée par la politique de la France coloniale.

Le premier déséquilibre est religieux : à un Nord profondément marqué par l'Islam s'oppose un Sud où certains groupes sont restés attachés aux religions traditionnelles, tandis

que d'autres se convertissaient au christianisme. Les Sara^A, qui sont l'ethnie majoritaire au Sud et qui représente^{mk} 28% de la population totale, ont une culture essentiellement agricole ; tandis que les populations vivant au nord du 13° parallèle ont le plus souvent une activité essentiellement pastorale. Le centre du pays, du Kanem à l'Ouest à l'Ouaddaï à l'Est, est le domaine des tribus pastorales qui transhument dans les steppes sahéliennes. Au Nord, la population Toubou ne forme pas un groupe homogène, partagée entre les Toubou Teda (dont fait partie Goukouni Oueddeye) et les Toubou Daza (dont est issu Hissène Habré). Les premiers sont implantés dans la partie septentrionale du Tibesti, autour de Zouar, Aouzou et Bardaï. Cette zone constitue un espace de repli naturel pour la Libye, ce qui explique pourquoi cette population contestataire s'est souvent tournée vers le voisin libyen. Les Toubou Daza, fixés dans la zone méridionale du Tibesti (province du Borkou et de l'Ennedi) ont eux établi des contacts avec l'Islam des Goranes sahéliens, très orientés vers le Soudan et l'Egypte, mais hostiles aux confréries réformatrices venues de Libye.

L'histoire pré-coloniale du pays est marquée par la domination des populations du Nord sur celles du Sud. En effet, tandis que les populations animistes du sud conservaient des structures politiques de type lignagère^A sans centralisation du pouvoir, en zone islamisée des empires et des sultanats se créaient. Jusqu'à la conquête française, le Nord musulman, fort de ses structures et de ses armées bien structurées, dominait militairement le Sud. Cependant, c'est la politique coloniale française qui a véritablement contribué à alimenter et à attiser cette opposition Nord/Sud en inversant le rapport de force. Alors que le Sud était économiquement mis en valeur par la France avec l'introduction de la culture du coton dans les années 1920, le Nord était délaissé et mis à l'écart de l'effort de formation d'une élite locale. Les principaux mouvements de contestation contre la domination française sont donc issus du Sud du pays. En 1947 est formé le parti progressiste tchadien (PPT) dans le Sud tandis que l'Union démocratique tchadienne, au Nord, était une formation exclusivement musulmane. Entre 1947

et 1960, le PPT vit son audience s'accroître. L'administration française choisit de jouer la carte du PPT au moment de la décolonisation. Les premières années qui suivirent l'indépendance (proclamée le 11 août 1960) furent celles du remplacement des cadres coloniaux par des cadres autochtones. Cependant, face à l'absence des cadres formés dans le Nord du pays, le pouvoir fit appel à ceux issus du Sud, qui se déconsidérèrent rapidement par leurs abus et leur mépris affiché envers les populations du Nord. Pour Robert Buijenthuis, « il n'y a, en quelque sorte, pas eu d'indépendance au Nord, car la domination française y était remplacée par une domination des fonctionnaires sudistes, représentant un régime aussi étranger que le régime colonial .»¹

La naissance du Frolinat² le 22 juin 1966 au Soudan marque le début symbolique de la guerre civile opposant le pouvoir du président Tombalbaye, soutenu par les français, et les rebelles issus majoritairement du Nord (mais non exclusivement). En 1975, le président Tombalbaye fut assassiné au cours d'un coup d'état militaire ; des militaires lui succédèrent à la tête du pays avec le général Malloum, chef du Conseil Supérieur Militaire (CSM). Jusqu'en 1977, le Frolinat semble faire du surplace. La libération des otages français par la Libye fin janvier 1977 et l'attaque du Frolinat contre plusieurs garnisons en juin et juillet 1977 marquent les débuts de l'ascension irrésistible du Frolinat vers le pouvoir. Les tentatives de pourparlers menés entre le CSM et les différents courants de ce mouvement ne parviennent pas à aboutir à un véritable accord. Finalement, le 26 août 1978, est signée une charte fondamentale entre le CSM et le CCFAN³, faction issue du Frolinat : cet accord prévoit la nomination d'un de ses chefs, Hissène Habré, comme Premier ministre et la désignation du général Malloum comme chef de l'Etat. Un gouvernement d'union nationale (GUNT) se forme, en majorité composé de Nordistes et de musulmans. Très rapidement, des tensions surgissent entre le général Malloum et les Forces Armées du Nord (FAN) d'Hissène Habré, qui aboutissent à

¹ Robert Buijenthuis, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Karthala, Paris, 1987.

² FROLINAT : Front de Libération Nationale du Tchad.

l'éclatement d'une guerre civile en février 1979. L'affrontement tourne rapidement en faveur des troupes d'Habré, mieux organisées et bénéficiant du ralliement des forces gouvernementales. Les conséquences de ce premier affrontement sont l'exacerbation des tensions entre le Nord et le Sud du pays. Entre 70 000 et 80 000 personnes du Sud et habitant N'Djaména s'exilent. La variable ethnique a donc fonctionné en faveur des FAN. En même temps, elle a engendré des rivalités lourdes de conséquences pour le futur entre les différentes factions composant le Frolinat, c'est-à-dire, d'une part, les factions pro-libyennes, composées essentiellement de combattants d'origine arabe, et, d'autre part, les anti-libyens, majoritairement d'origine gorane.

Si le clivage Nord-Sud, souvent repris dans les analyses sur les origines du conflit civil tchadien, ne doit pas être sous-estimé, il ne peut cependant pas masquer des enjeux plus complexes. A partir des années 1980, le conflit oppose surtout les Nordistes entre eux. Par ailleurs, il serait réducteur de voir dans le Frolinat un mouvement purement régionaliste ; il s'est toujours affirmé dans ses principes fondamentaux comme un mouvement véritablement national. Dans la pratique, jusqu'en 1978, les principaux dirigeants des forces armées du Frolinat se sont abstenus de s'attaquer aux Sudistes en tant que tels, et plus particulièrement aux civils sudistes. L'adversaire des rebelles, c'était le régime en place à N'Djaména, pas le Sud et les Saras.

Comme Suite aux affrontements de février, une conférence se réunit à Kano (Nigeria), en novembre 1979 et aboutit à un accord entre le gouvernement et la rébellion. Celui-ci prévoit un cessez-le-feu et la démilitarisation autour de N'Djaména. Un nouveau gouvernement se met en place peu après, rassemblant les différentes tendances, avec à sa tête un candidat de compromis, Lol Mahomat Choua. Goukouni Oueddeye devient ministre de l'Intérieur et Hissène Habré ministre de la Défense. Néanmoins, les relations entre les trois principaux mouvements composant le GUNT, les forces Armées du Nord (FAN) *d'Hissène Habré*, les *Hissène*

³ CCFAN : Conseil de commandement des Forces Armées du Nord.

Forces Armées Populaires (FAP) de Goukouni Oueddeye et le MPLT-FAO issus de la troisième armée soutenue par le Nigeria, se dégradent rapidement. En juin, les membres du FPLP sont éliminés par les FAP. Une nouvelle conférence se tient à Lagos rassemblant 11 tendances. Du côté des Nordistes se trouvent essentiellement : les FAN d'Hissène Habré, les FAP de Goukouni Oueddeye, le FPLP et le FAO issus de la troisième armée (celle de l'ouest), un mouvement issu de la première armée, le Frolinat originel, le Frolinat fondamental et deux autres tendances, l'armée Volcan, pro-soudanaise, et le Conseil Démocratique révolutionnaire (CDR), pro-libyen. Du côté des Sudistes, les deux principaux mouvements sont les Forces Armées Tchadiennes (FAT), dirigées par le colonel Kamougué, et l'UND (Union Nationale Démocratique). Suite à l'accord de Lagos qui prévoit la dissolution de toutes les forces armées et la tenue d'élections libres, un nouveau gouvernement d'union nationale (GUNT) se forme en novembre 1979 avec à sa tête Goukouni Oueddeye et comme ministre de la Défense, ^{Hissène} Hissène Habré. Cependant, en l'espace de quelques mois, la coalition se désagrège sous le poids des rivalités entre les factions. Dès le début de l'année 1980, des combats opposent, d'un côté, les FAN et son allié le Frolinat fondamental, forts de ^{leurs} ~~ses~~ 7000 combattants et, de l'autre côté, un groupe de coalisés rassemblant les FAP, les FAO, les FAT, la première armée, le CDR, soit plus de 10 000 hommes. Les combats atteignent rapidement N'Djaména, entraînant l'intervention directe des voisins du Tchad et provoquant une régionalisation de l'affrontement.

12-Un conflit régional : le rôle de la Libye et des voisins africains.

Outre sa dimension proprement nationale et historique, le conflit tchadien s'inscrit également dans un cadre régional. Les interventions des pays voisins vont en effet contribuer

à compliquer les enjeux du conflit en même temps qu'elles vont structurer les forces tchadiennes en présence.

Le premier et le plus important de ses acteurs régionaux est la Libye du colonel Kadhafi. Dès 1971, la Libye reconnaît le Frolinat comme le représentant légitime du peuple tchadien. Son intervention dans le conflit tchadien va être guidée par la logique de ses revendications territoriales sur la bande d'Aouzou à partir de 1973. Cette bande de terre située à l'extrême nord du Tchad, d'une superficie d'environ 114 000 km² est en effet l'objet d'un différent^(d) frontalier entre les deux pays depuis la signature entre les deux anciennes puissances coloniales, l'Italie et la France, le 7 janvier 1935, d'un accord dit Laval-Mussolini. Cet accord prévoyait le déplacement de la frontière tchadienne de 100 km vers le Sud. Cependant, il n'a jamais été ratifié par la France, ce qui lui ôte toute portée juridique. Le colonel Kadhafi reprend les revendications sur la bande d'Aouzou en s'appuyant sur la signature d'un accord secret avec le président Tombalbaye fin 1971, qui lui aurait vendu cette partie du territoire tchadien. Cependant, cet accord n'a jamais été reconnu par le Tchad et paraît pour le moins incertain. Dès 1968, la bande d'Aouzou, menacée par les forces du Frolinat, est évacuée par l'armée régulière et occupée par les rebelles. En 1973, les Libyens annexent cette zone contestée, provoquant les protestations de Hissène Habré. Le jeu de Kadhafi consiste à utiliser le Frolinat comme levier de ses revendications sur le Tchad : son discours encourage l'unité du Frolinat, mais favorise l'obéissance libyenne « unissez-vous et vous aurez des armes ». Ce n'est qu'en 1978 que la Libye accentue véritablement son aide au Frolinat avec l'apparition de combattants libyens dans les rangs des rebelles. T

L'intervention officielle de la Libye dans le conflit tchadien marque un tournant décisif dans la guerre. La Libye choisit de soutenir les FAP de Goukouni Oueddeye, en qui elle voit un soutien pour ses revendications sur le nord du Tchad. En juin 1980, un accord est signé entre les FAP et la Libye à la suite duquel elle intervient dans les combats. L'entrée de X

l'artillerie et des blindés libyens à N'Djaména contraint les FAN à quitter la capitale et à se replier à la frontière soudanaise. Le Tchad est occupé : à la fin de 1980, 6500 combattants libyens occupent le territoire tchadien, ils sont plus de 15 000 en 1981.

Un nouveau gouvernement se forme sous l'autorité de Goukouni Oueddeye. Néanmoins, l'accord entre les Libyens et le nouveau gouvernement est de courte durée. Rapidement, les militaires libyens font face à l'hostilité de la population tchadienne. Devant un coût financier et humain important et les attaques répétées des FAN depuis l'Est du pays, Kadhafi ordonne le retrait de ses troupes en novembre 1981.

Le départ des Libyens marque la reprise des combats par les FAN, qui occupent progressivement le Nord du Tchad, à l'exception de la bande d'Aouzou, qui reste sous contrôle libyen. Les FAN bénéficient en plus du soutien soudanais et d'une aide militaire égyptienne, de l'aide discrète des américains grâce à la CIA. Pour sa part, le GUNT reçoit, par l'intermédiaire de la Force d'Intervention Africaine prévue par l'OUA, un appui logistique et un soutien militaire de la part de la France. Ils ne sont pas suffisants pour empêcher l'avancée irrésistible des FAN dont le principal atout est l'unité. Le 7 juin 1982, les hommes d'Hissène Habré s'emparent de la capitale puis étendent leur domination sur le Sud du pays tandis que les coalisés du GUNT se replient dans le Tibesti, au Nord du pays.

Le nouvel homme fort du Tchad entreprend d'asseoir son pouvoir par un ensemble d'institutions. Chef de l'Etat et du gouvernement, Hissène Habré est responsable devant le seul CCFAN. Pendant ce temps, les coalisés tentent de se réorganiser à partir du Tibesti. Un incident frontalier entre le Tchad et le Nigeria autour du lac Tchad entraîne un envoi de troupes qui affaiblit le dispositif de défense dans la région du BET⁴. Les coalisés en profitent pour reprendre du terrain, équipés et appuyés par l'armée libyenne.

Outre l'intervention libyenne, le conflit tchadien est également marqué par les interventions, plus ou moins visibles, du Soudan et du Nigeria. Le premier s'appuie sur

Hissène Habré, en qui il voit un rempart contre la Libye : après les accords de Kartoum, le président Nimeiry tente une médiation pour régler les désaccords entre le général Malloum et son premier ministre. Le Nigeria, lui, ne commence à s'intéresser au Tchad qu'à partir de 1978.

Le Soudan et le Tchad.

Le poids de l'histoire joue un rôle essentiel dans les relations qui unissent ces deux acteurs de l'Afrique. La délimitation de la frontière entre le Darfour et le Ouaddaï fut réalisée en 1922. Comme le tracé de toutes frontières coloniales, celui-ci fut arbitraire et trancha dans les populations. Il ne put toutefois supprimer le courant d'échanges qui existait entre Al Fashir, capitale du Darfour et Ouaddaï, ni les liens entre tribus de même origine : Zaghawa, Massalit... Et il n'est pas étonnant que l'arabe parlé de l'Ouest soudanais soit plus proche de l'arabe tchadien que de celui de Khartoum. Ces relations créaient un intérêt obligé du pouvoir central soudanais pour tout ce qui se passait chez le voisin tchadien.

L'aspect premier pris par le conflit tchadien au milieu des années 60, « Nord musulman » contre « Sud chrétien ou animiste », facilitait l'identification d'une partie de la population soudanaise et du gouvernement avec les rebelles. C'est à cette époque qu'un gouvernement en exil de la « République musulmane du Tchad » est fondé à Khartoum, ainsi que le Frolinat dans une petite localité soudanaise.

C'est avec l'offensive généralisée de cette organisation au printemps 1977 que le Soudan accélère ses tentatives de conciliation. Soudanais et Saoudiens étaient actifs pour promouvoir une coalition Malloum-Habré, par crainte de voir la naissance d'un Tchad radical sous le contrôle de Kadhafi. Un accord, dit de Benghazi est signé, dont le Soudan et la Libye sont garants, mais qui sera de courte durée devant la reprise des combats. Nimeiry, président en exercice de l'OUA, obtient un nouvel accord en 1979 avec les onze tendances tchadiennes

⁴ BET : Borkou-Ennedi-Tibesti.

qui donnera la création du GUNT. Lorsque cette coalition éclate en mars 1980, le Soudan infléchit sa position. Le président Nimeiry déclare que son pays « ne peut rester spectateur passif face au conflit en cours au Tchad, pour des raisons avant tout liées à sa propre sécurité ». La transformation du conflit tchadien d'une lutte Nord/Sud en un affrontement Nord/Nord facilite les prises de position de Khartoum : on ne peut lui reprocher d'appuyer des ~~fractions~~ ou des groupes non musulmans.

fractions

L'intervention directe libyenne, à la fin de l'année 1980, puis l'accord de fusion tchado-libyen, ne font qu'accélérer la mise en œuvre d'une politique déjà largement esquissée. Le Soudan masse des troupes sur la frontière ; il se transforme en base arrière des hommes d'Habrè qui recrutent parmi les dizaines de milliers de Tchadiens réfugiés dans le Darfour et reçoivent là une aide américaine et égyptienne. Sur le plan politique, le Soudan développe une violente campagne contre la Libye présentée comme un pion de Moscou. Nimeiry appelle au renversement de Kadhafi, mais il œuvre surtout dans le cadre de l'OUA, aux côtés de la France, pour multiplier les pressions politiques sur le GUNT pour le contraindre à demander le retrait des troupes libyennes. L'aide soudanaise n'est pas seulement politique, mais aussi militaire et contribuera grandement à la victoire d'Habrè.

La détérioration de la situation intérieure soudanaise ne manque ^{pas} de susciter de graves inquiétudes quand le GUNT reprend l'offensive contre N'Djamena. La France, l'Egypte et les Etats-Unis intensifieront leur aide au gouvernement d'Habrè à la demande ^{express} de la diplomatie de Khartoum.

L'accord franco-libyen de septembre 1984 a suscité plus que de la réserve ; il fut considéré par le Soudan comme une erreur stratégique majeure. Les deux ressorts essentiels de la politique soudanaise dans la région sont désormais : l'obsession libyenne et l'alliance américaine. Nimeiry voit dans la relance de l'opposition sociale et politique au Soudan, la main de Kadhafi et le Tchad lui apparaît comme le moyen utilisé pour déstabiliser son

régime. Le Soudan utilise la menace libyenne ou soviétique comme moyen d'obtenir aide et crédits de l'administration américaine. Il se transforme, pour quelques années, en base de la politique américaine et plus généralement occidentale. La dépendance économique s'est transformée en dépendance politique ; on peut donc s'interroger sur le degré d'autonomie de la politique soudanaise au Tchad.

Le renversement d'Habré, et le soutien apporté au terrorisme modifieront ensuite les données de la politique régionale. L'isolement progressif du Soudan deviendra quasi total à la fin des années 80, d'autant plus que les troubles intérieurs iront croissants dans le sud soudanais.

Le Nigeria et le Tchad

Le Nigeria n'est pas intervenu dans le conflit tchadien avant la fin des années soixante-dix, les autorités de Lagos étant confrontées à de graves difficultés internes qui culminèrent avec la guerre civile de 1967-1970. La présence de troupes françaises sur le sol tchadien a ensuite conduit le gouvernement nigérian à réaliser une percée diplomatique en Afrique francophone. Cela s'est traduit par un développement sans précédent des relations tchado-nigérianes, tant au plan bilatéral que dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad. A partir de 1977, le Nigeria est conduit à suivre de près l'évolution du conflit, d'abord en tant que membre du comité de médiation de l'OUA chargé d'aplanir le différend frontalier avec la Libye, puis, un an plus tard, à la demande de la France et de la Suisse dont deux ressortissants sont retenus en otage dans la région du lac Tchad.

En mars 1979, avec l'aval des protagonistes, l'envoi d'une force tampon nigériane à N'Djamena permet l'instauration d'une trêve des combats et l'ouverture de la conférence de Kano. Le rôle moteur joué par le Nigeria, avec l'assistance de la France, est sanctionné par l'annonce de la mise sur pied d'une commission de contrôle chargée de surveiller la mise en

œuvre de l'accord. L'échec de l'application de cet accord conduit à la tenue d'une deuxième conférence, visant à élargir les bases de l'accord précédemment conclu. Le nouveau gouvernement tchadien qui en découlera, le GUNT, réclamera le rappel des 850 soldats de la force tampon, rappel d'autant plus humiliant que le maintien des troupes françaises est requis parallèlement. Une nouvelle conférence réunira à Lagos, en août 1979, les parties en conflit. L'accord se révélera un échec durant l'année 1980, le GUNT étant confronté à une reprise des combats avec les forces de Habré. Désormais dirigé par un régime civil élu, le Nigeria adopte, face au regain des hostilités, une attitude de prudence qui s'avère de plus en plus contradictoire au regard de ses objectifs fondamentaux.

Ainsi, en janvier 1981, l'annonce de la fusion prochaine entre le Tchad et la Libye suscite une spectaculaire redéfinition de la position nigériane : les diplomates libyens sont expulsés de Lagos, le président de la fédération en exercice intervient vigoureusement à la conférence de l'OUA, à Lomé, pour faire condamner ce projet, le budget de la défense connaît une croissance de 25% et des troupes sont envoyées sur la frontière. La diplomatie nigériane s'emploie dans les mois qui suivent à obtenir le départ des troupes libyennes. Lorsqu'en novembre 1981, le retrait des forces de Tripoli est annoncé, le Nigeria accepte de fournir la principale composante de la force interafricaine envoyée sous l'égide de l'OUA. Son retrait moins d'un an plus tard, lors de l'entrée des troupes d'Habré à N'Djaména mettra fin à une coûteuse opération dont l'échec rejaillit indirectement sur le Nigeria.

Le conflit tchadien a démontré le hiatus entre les prétentions nigérianes à une influence régionale et les capacités économiques, financières et militaires du pays. Les courants contradictoires qui parcourent la politique nigériane sont liés à l'intensité du sentiment de solidarité islamique que suscitent les initiatives libyennes auprès des décideurs du Nord nigérian ; mais aussi aux rapports entre populations frontalières qui ont pu laisser

conclure durant une certaine période au soutien du Nigeria au MPLT, qui serait devenu le vecteur de ses ambitions dans le conflit.

13- Un conflit global : l'intervention française.

La politique française lors des deux premières décennies de la cinquième République est marquée par le soutien au régime du président Tombalbaye et l'aide à la lutte contre la rébellion. Cependant, à partir de l'affaire Claustre (l'enlèvement de Français par des rebelles), le gouvernement français est obligé de traiter avec les rebelles tandis que le général Malloum voit sa cote baisser. La chute de Faya-Largeau en 1978 entraîne une première intervention française : plus de 2500 hommes arrivent dans un but défensif pour soutenir le gouvernement. Malgré tout, le Frolinat apparaît comme une solution de rechange qu'il faut essayer d'associer au pouvoir. Lors des affrontements de 1979, en dépit de l'affirmation d'une stricte neutralité, les mesures prises par les militaires français ont plutôt favorisé les FAN. L'intervention libyenne auprès du GUNT décide de la position française. La France, après l'entrée à N'Djaména d'Hissène Habré, a compris qu'elle devait s'entendre avec lui si elle voulait contrecarrer les ambitions libyennes dans la région. La reprise, par le GUNT, de Faya-Largeau le 24 juin, puis d'Abéché le 5 juillet est le signal pour une intervention de la France au Tchad. L'opération Manta, qui est déclenchée le 8 août 1983, constitue pour la France le plus important déplacement d'hommes depuis la guerre d'Algérie. 2500 soldats français occupent le centre tchadien jusqu'à la hauteur du 15° parallèle, puis du 16°, qui devient la « ligne rouge », au-delà de laquelle les combattants de Goukouni Oueddeye ne peuvent intervenir sans déclencher une réaction française. Le président français s'est fixé comme ligne de conduite globale de suivre pas à pas les initiatives libyennes, sans jamais prendre les devants. Il fut également poussé par les dirigeants africains modérés, obsédés par « l'impérialisme vert » du colonel Kadhafi, qui allèrent même jusqu'à menacer de se ranger

sous le parapluie plus généreux des Etats-Unis en cas de défection de sa part. Une évidence s'impose alors aux autorités françaises « sans son réseau d'amitiés et ses relations exceptionnelles en Afrique, la France est comme mutilée sur la scène internationale, elle n'existe plus comme puissance mondiale ». ⁵ L'opération Manta relève plus de la continuité de la politique française que du changement, en visant les mêmes objectifs qu'en 1978-79, contenir la Libye et favoriser la réconciliation tchadienne. L'organisation de négociations entre le GUNT et le pouvoir en place à N'Djamena aboutit à un échec. En septembre 1984, des discussions ont lieu entre Tripoli et la France, qui décident « le retrait simultané et concomitant » de leurs troupes. Les troupes françaises sont évacuées en novembre. L'année 1985 marque un tournant : pendant qu'Hissène Habré étend son pouvoir au Sud et que les ralliements se multiplient, y compris de personnalités du Sud déplorant la dépendance du GUNT vis-à-vis des Libyens, ces derniers préparent une offensive militaire. Celle-ci est lancée le 10 février 1986 par les hommes de Goukouni Oueddeye, renforcés par des combattants de la légion islamique, composée de mercenaires africains de toutes nationalités. Ils franchissent en quatre points la « ligne rouge » brisant ainsi le *statu quo* conclu avec la France. A l'appel d'Hissène Habré, celle-ci réagit en mettant en place l'opération Epervier. En tout plus de 1300 militaires français débarquent au Tchad et fournissent une aide décisive à Hissène Habré pour repousser les combattants de Goukouni Oueddeye.

II- BILAN DE TRENTE ANS DE GUERRE

21- Un Etat profondément fragilisé

En 1960, au moment de l'indépendance, le Tchad dispose de tous les attributs de la souveraineté. A partir de cette date, un lent mouvement de désintégration de

⁵ C. Castéran, « la troisième guerre du Tchad ».

l'Etat tchadien se met en œuvre. Celui-ci se fait en plusieurs étapes. Dès 1968-69, les forces rebelles chassent l'armée gouvernementale du Centre Est et du BET. A la suite des événements de février/mars 1979 et du retrait consécutif de la quasi-totalité des sudistes au Sud, le Tchad est pratiquement coupé en deux. Le gouvernement central ne contrôle quasiment plus que la capitale. Au Nord, c'est le règne des différentes factions tandis qu'au Sud, le colonel Kamougué forme un comité permanent. D'ores et déjà, l'état tchadien est dépouillé d'une grande partie de ses prérogatives économiques. Ainsi, le dinar libyen est utilisé dans le BET, contrôlé par les forces de Goukouni Oueddeye. La suite de la guerre est marquée par l'invasion des forces libyennes qui occupent N'Djamena en 1981, puis se maintiennent dans le Nord du pays, au dessus du 16° parallèle.

Trente années de guerre civile et d'intervention étrangère sur le territoire tchadien ont donc profondément fragilisé les bases de l'Etat. De ce fait, toute évolution démocratique est particulièrement difficile. Ainsi, lors d'une interview, l'ancien Premier Ministre Kassiré déclarait : « nous avons affaire à un peuple traumatisé. Tout cela fait que la démocratie a du mal à s'implanter. Lorsque les conditions de la paix, d'un environnement économique prospère et de stabilité ne sont pas réunies ; lorsque l'on a affaire à un Etat pauvre, qui n'a pas de ressources ou dont les richesses sont mal exploitées, on peut se demander si la démocratie et la pauvreté peuvent coexister. Je ne le crois pas ».

Par ailleurs, la population tchadienne doit réapprendre le jeu politique, la négociation comme base de discussion et le non-emploi de la force : « la guerre forme l'homme, et, à cet égard, le peuple tchadien est enclin à se révolter facilement, il est versatile. Il faut donc du temps pour que les gens réapprennent la cohabitation, qu'ils se tolèrent et se pardonnent .. »

22- Le retour de la paix avec la Libye.

Les relations entre le Tchad et la Libye sont aujourd'hui en voie de normalisation. La Cour Internationale de Justice de la Haye a décidé le 3 février 1994 la restitution au Tchad de la bande d'Aouzou annexée par la Libye depuis 1972. Celle-ci, malgré ses réserves, a signé un accord de retrait en avril 1994 (accord de ^{Syrtte} Syrte) et a quitté la zone. x

La France reste néanmoins militairement présente, notamment par le biais du dispositif Epervier, qui est maintenu. Actuellement, 800 militaires français sont sur le territoire pour la protection du territoire tchadien. Ils sont répartis en deux compagnies d'infanterie, différentes unités de défense aérienne pour servir le système Crotale et des éléments de l'armée de l'air pour la maintenance des trois avions de transport Transall et des ~~Mirages~~ ^{Mirages} F1. x

Par ailleurs, le Tchad bénéficie du soutien militaire américain. Les Etats-Unis accordent en effet au Tchad un rôle de rempart stratégique face à deux périls : l'un concerne Kadhafi, l'autre reste lié aux dérapages inquiétants du Soudan, devenu l'une des plaques tournantes de l'intégrisme islamique. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ont, d'une part alimenté la création de la force Haftar composée de mercenaires recrutés parmi les Libyens faits prisonniers et, d'autre part, constitué un dispositif de surveillance du pôle soudanais.

23- Une économie dont les bases sont à reconstruire.

Trente années de luttes intestines et de guerres civiles ont ruiné l'économie du Tchad, dont le revenu par habitant (130 dollars) est l'un des plus bas au monde. En 1990, à l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby, les infrastructures étaient dans un état désastreux et le niveau de la production nationale inférieur d'un tiers à celui de 1980. Un premier programme d'ajustement structurel, engagé en 1987, avait été suspendu en 1991 et annulé en 1992. L'aide des bailleurs de fonds était bloquée, les arriérés de paiement des fonctionnaires s'accumulaient ainsi que le

non-paiement des factures aux fournisseurs. L'année 1994 a marqué un tournant avec la dévaluation du franc CFA. Elle a eu des effets positifs sur certains secteurs (coton, élevage) et a surtout permis un rapprochement avec les institutions de Bretton Woods. Parallèlement, le gouvernement a engagé un effort important de réformes, qui se traduit par une relative amélioration des indicateurs économiques.

La reprise que l'on a observée est due essentiellement à la progression sensible du secteur agricole. Dans ce champ d'activité, qui représente 45% du PNB, la dévaluation du franc CFA a notamment stimulé les exportations de bétail. Le PIB a progressé de 7,2% en volume en 1994. Un vaste plan d'amélioration des finances publiques a été entrepris en 1995 afin d'assainir la situation. Pour beaucoup d'observateurs, l'espoir réside en partie dans les récentes découvertes de pétrole. Ainsi, à Kanem, un gisement de pétrole dit « ultra light » a été trouvé, dont la production pourrait couvrir 80% des besoins nationaux. Toutefois, son exploitation pourrait prendre encore du temps, en raison des difficultés d'acheminement du pétrole vers un port de haute mer, via un pipe line qui devrait relier Doba au port camerounais de Kribi. La récente défection du consortium international prévu pour lancer l'exploitation de ces réserves fait reculer l'espoir d'une rapide amélioration de la situation économique.

III- PERSPECTIVES D'AVENIR

De grandes incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Etat tchadien. La voie de la démocratie et de la réconciliation est entravée par la persistance de nombreuses tensions politiques, sociales et économiques.

31- La persistance de tensions armées

La politique de réconciliation menée par le mouvement patriotique du salut (MPS) d'Idriss Déby reste perturbée par l'action des groupes d'opposition armés qui sévissent dans l'Est, dans le Sud-Ouest et dans la région du lac Tchad. Le chef de l'Etat n'est pas parvenu à réduire ces rébellions locales.

Le Front National du Tchad (FNT), dirigé par le docteur Harris, est actif dans l'Est du pays, dans la région d'Abéché. Le comité du sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD), du sudiste Moïse Kette, qui opérait dans les deux Logone (occidental et oriental), dans le sud-ouest, s'est rallié en 1994 au gouvernement, mais un de ses lieutenants a poursuivi le combat en créant un nouveau mouvement, les Forces Armées pour la République Fédérale (FARF). Le plus important de ces mouvements est le Mouvement pour la démocratie et le Développement (MDD), actif dans la région du lac Tchad et dont la base se situe au Nigeria. Cependant, son action est entravée par l'existence de nombreuses tensions externes : il existe en effet trois grandes factions antagonistes, dirigées respectivement par Moussa Medella, Ibrahim Mallah et Oumar Kachalami. Une table ronde s'est tenue au Gabon en janvier 1996 sous la houlette du président Omar Bongo et s'est soldée par un échec. En effet, seuls deux des quinze mouvements militaires réunis (dont celui de Moussa Medela) ont accepté de signer la « déclaration générale » présentée par Idriss Déby, qui leur proposait un cessez-le-feu et leur transformation en partis politiques.

Cette entrave à la pacification du territoire est renforcée par l'existence d'un banditisme quasi généralisé qui met en péril tout déplacement dans certaines régions comme le Ouaddaï. Les revenus fournis par les armes constituent un moyen d'existence pour de nombreux jeunes, qui ne disposent pas de perspectives d'emploi. Partout dans le pays, des coupeurs de route rançonnent les voyageurs et tuent les récalcitrants. La plupart sont des militaires mal payés ou d'anciens militaires, n'hésitant pas à changer de camp, ce qui explique

les nombreux retournements d'alliances. Cette source de déstabilisation est amplifiée par la prolifération des armes. Un important trafic, facilité par la complicité des chefs de tribu et alimenté par une importante logistique, permet le passage d'armes (surtout des fusils d'assaut Kalachnikov et des lance-roquettes RPG7) par le Soudan et le Niger. Ce fléau est particulièrement difficile à enrayer en raison de l'impossibilité de surveiller efficacement la totalité des frontières et de la corruption de nombreux fonctionnaires dans les provinces.

La réorganisation en cours de l'armée gouvernementale avec l'aide française pourrait être la source de nouvelles difficultés. La réduction envisagée des forces armées (qui devraient passer de 60 000 à 25 000 soldats) va entraîner une modification complète de l'ANT (Armée nationale tchadienne). Or, les 35 000 Tchadiens rendus à la vie civile risquent de constituer une réserve d'hommes pour les groupes rebelles.

32- Un processus de transition démocratique chaotique.

Lors d'une interview⁶, le président Déby répondait au journaliste qui l'interrogeait sur l'avenir du processus démocratique du Tchad : « j'ai confiance. Malgré les balbutiements et les divergences actuelles, je suis persuadé qu'il aboutira. N'oublions pas que la démocratie est un phénomène nouveau au Tchad ».

Le processus de transition démocratique qui s'est amorcé avec l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby le 1^o décembre 1990 et son message à la Nation, où il se prononçait pour l'établissement d'une véritable démocratie « vraie, totale et pluraliste » a été particulièrement chaotique. Il s'est achevé (au moins pour le calendrier électoral) avec les élections présidentielles des 2 juin et 3 juillet 1996. Pour la première fois depuis trente ans, la liberté de la presse est quasi totale. La situation de départ invitait pourtant peu à l'optimisme. Au

⁶ Marchés tropicaux, n° 2353, 27 octobre 1995.

moment de l'ouverture de la Conférence nationale souveraine le 15 janvier 1993, 38 partis étaient légalisés ou en voie de légalisation. La situation n'était pas sans ambiguïtés. Idriss Déby se trouvait pris dans une contradiction liée à son mode de conquête du pouvoir. En effet, porté à la tête de l'Etat par une poignée de combattants qui demandaient à être récompensés de leurs efforts, il ne pouvait gouverner sur une base aussi restreinte et ~~de~~ ^{du} donc jouer la carte de l'ouverture, au risque de s'aliéner ses compagnons d'armes. Par ailleurs le Mouvement patriotique pour le salut (MPS) était déchiré par les contradictions internes entre ses trois composantes : le mouvement Action du 1^{er} avril, le Mouvement du salut national du Tchad et les forces armées Tchadiennes-Mouvement révolutionnaire du peuple.

La composition de la Conférence nationale souveraine (CNS) s'est efforcée d'être représentative des différentes composantes politiques du pays. Elle a rassemblé les pouvoirs publics, les partis politiques, les organisations politico-militaires, les associations de défense des droits de l'Homme et les organisations de jeunesse, diverses associations, des représentants de la population, des représentants des cultes et des personnalités diverses. En tout, plus de 800 participants ont débattu de l'avenir politique du pays et des organes à mettre en place pour la période de transition. La CNS dote le Tchad, pour la première fois depuis 1962, d'institutions politiques légitimes, c'est à dire représentatives d'un large éventail de la population. A la tête de l'Etat, Idriss Déby est confirmé comme président de la République jusqu' ^{aux} ~~en~~ élections présidentielles de 1996. Le premier ministre est élu par la CNS ; il nomme, avec le Président, le gouvernement. Un Conseil supérieur de la transition (CST) de 60 membres tient lieu de pouvoir législatif. Cependant, la CNS n'a pas élaboré de Constitution ni arrêté d'échéances électorales, confiant cette mission au gouvernement.

La période de transition a été marquée par l'opposition entre le chef de l'Etat et le premier Ministre. Fidèle Mounzar est censuré par la CST en octobre 1993 et son successeur, Kassimir Coumacoye, contraint à la démission en avril 1995. Koibla Djimasta est désigné

pour lui succéder. Par ailleurs, le pouvoir est accusé de perpétuer de nombreux assassinats d'opposants. Dans son rapport intitulé « Tchad, le cauchemar continue », Amnesty International dénonçait les intimidations ou les crimes dont étaient victimes des opposants. Finalement, les différentes forces politiques sont parvenues à un accord pour la tenue d'élections présidentielles le 2 juin 1996, pour lesquelles 15 candidats, dont Idriss Déby, ont annoncé leur candidature.

33- L'avenir de l'Etat tchadien en question

Les années de guerre et les récents développements de la vie politique conduisent à s'interroger sur l'unité nationale tchadienne. La situation est en effet aujourd'hui très confuse, du fait de l'évolution des rapports traditionnels entre le Nord, à vocation pastorale, et le Sud, à vocation agricole. La séparation entre les deux régions est beaucoup moins nette. Le nombre d'éleveurs s'est accru dans la zone méridionale et beaucoup s'y sont établis de façon permanente. Cette évolution est liée aux changements climatiques et écologiques et s'est accompagnée à partir de 1982 d'une nouvelle donne politique. Hissène Habré a installé aux postes administratifs et militaires du Sud du pays des combattants originaires du Nord, qui vont profondément bouleverser les relations agriculteurs-éleveurs. Les dégâts occasionnés par les troupeaux sont au centre du problème que l'on désigne pudiquement par l'expression de « cohabitation difficile entre agriculteurs et éleveurs ». Soutenus par les responsables administratifs qui bloquent tous les dossiers en rapport avec le bétail, certains éleveurs ne respectent plus les règles traditionnelles, laissant divaguer le bétail dans les champs avant même la récolte et refusant de payer des dédommagements. A plusieurs reprises, cela a dégénéré en batailles rangées comme à Bédaya (Moyen-Chari) lors de la saison sèche 1990-1991, où il y a eu une vingtaine de morts et de blessés.

Dès lors, en partie du fait de ces tensions, des paysans du Sud et avec eux des contribuables citoyens deviennent sensibles aux mots d'ordre séparatistes. L'opinion se répand que le Sud n'a pas besoin du Nord : le Sud a l'agriculture la plus florissante, il dispose d'un élevage en pleine expansion, de l'essentiel des cadres et des personnels qualifiés et des réserves en pétrole. Ainsi, afin de répondre à cette situation, se développent des projets fédéralistes. Plusieurs mouvements prônent de telles solutions, dont le parti africain pour la paix et la justice sociale (PAPJS). L'Etat fédéral est également l'une des principales exigences du CSNPD⁷. Néanmoins, le projet fédéraliste est loin de faire l'unanimité dans l'opposition. Certains leaders ont affirmé au contraire que le fédéralisme serait un premier pas vers une partition du Tchad.

Par ailleurs, sur les tensions entre le Nord et le Sud se greffe aujourd'hui une problématique religieuse, avec l'apparition dans la zone méridionale d'un Islam nouveau, dont les sources d'inspiration se trouvent principalement au Soudan, beaucoup moins tolérant que l'Islam tchadien traditionnel, représenté par la confrérie *tidjanya*. Cet Islam est apparu sous le règne d'Hissène Habré et s'est développé sous la présidence d'Idriss Déby. Il concernait initialement avant tout le Nord musulman, mais cette situation est aujourd'hui également de nature à créer des problèmes particuliers dans le Sud, où les réactions pourraient être violentes. Plusieurs incidents ont été signalés dans la presse tchadienne. Le premier a eu lieu à Moundou, le 21 juin 1993. A la suite de l'enlèvement et de l'assassinat de plusieurs commerçants musulmans dans le Logone oriental, une manifestation a tourné à l'émeute et aux pillages. Le caractère anti-chrétien qu'a pris l'émeute a particulièrement choqué la population. Des bâtiments catholiques et protestants ont été saccagés, des bibles profanées tandis que les manifestants avançaient au cri de « Allah Akbar ». D'autres incidents ont eu lieu par la suite. Les réactions de l'épiscopat catholique restent prudentes, tandis que l'homme

⁷ CSNPD : Comité de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie.

de la rue et certains mouvements mettent directement en cause la politique menée par le pouvoir.

La situation actuelle du Tchad invite les observateurs à la prudence. Certes, les raisons d'espérer sont là. La tenue d'élections libres si longtemps repoussées n'est pas la moindre. Le premier tour des élections présidentielles qui a vu s'affronter quinze candidats a donné l'avantage au président sortant, Idriss Déby, devant un ancien combattant sudiste, le colonel Kamougué. Les observateurs chargés de contrôler la régularité de l'élection ont noté des fraudes dans les pays limitrophes, où vivent d'importantes communautés tchadiennes ; au Soudan, qui compte 300 000 Tchadiens sur son territoire, 80% de la communauté ont voté pour le président sortant. Ces constatations ne remettent nullement en cause l'issue du scrutin, Idriss Déby l'ayant emporté au second tour avec -officiellement- 68,32% des suffrages. Le président sortant a obtenu un soutien important avec le ralliement de Saleh Kebzaboh, arrivé en troisième position (8% des voix), tandis que le général Kamougué n'a réussi à rallier que deux de ses concurrents du premier tour, sudistes comme lui. Le second tour des élections, prévu initialement le 23 juin, puis repoussé au 30, a finalement eu lieu le 3 juillet. La participation a été plus faible qu'au premier tour (70 % de taux de votants). Certains candidats présents au premier tour ont appelé au boycott de l'élection pour protester contre les irrégularités dont l'opposition affirme avoir été victime.

Par ailleurs sur le plan extérieur, les relations avec la Libye sont en voie de normalisation, tandis que les bons résultats économiques se confirment. Pourtant, il convient de ne pas tomber dans un optimisme exagéré. Le pays n'est toujours pas pacifié, les combats se poursuivent, et de nouvelles tensions apparaissent entre les Nordistes et les Sudistes. La capacité du nouveau pouvoir élu à gérer cette situation indécise sera donc déterminante pour l'avenir de l'Etat tchadien.

La situation du Tchad à l'aube du XXI^e siècle ne peut que laisser circonspect. Certains événements récents laissent apparaître quelques lueurs d'espoir. Les poursuites judiciaires engagées à l'encontre de l'ancien président Hissène Habré pour les atteintes aux droits de l'homme durant son règne sont des signes encourageants. Cela permet de croire que le Tchad accède à une certaine maturité politique.

Néanmoins certains éléments économiques et surtout politiques tempèrent cet optimisme. Les difficultés à débiter l'exploitation des réserves pétrolières découvertes autour du lac Tchad et dans le Sud du pays traduisent les rivalités à surmonter. D'autre part le Tchad est de nouveau le théâtre d'une rébellion interne. L'ancien ministre de la Défense Togoimie est entré en dissidence et s'est réfugié dans le Tibesti où il a causé des pertes sévères aux forces gouvernementales.

L'avenir du Tchad reste problématique, ce pays doit d'abord rechercher une stabilité politique interne en poursuivant ses efforts de démocratisation. Il a besoin du soutien de toutes les bonnes volontés désireuses de l'accompagner sur la voie du développement ; mais il doit se garder de lasser et d'user la bienveillance de ceux qui restent disposés à l'épauler.

disposés

4

REPERES EVENEMENTIELS

- 1964 Proclamation de l'Indépendance le 11 septembre, François Tombalbaye est élu président de la République.
- 1965 Les Français évacuent le BET.
- 1966 Création du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) au Soudan.
- 1968 Intervention militaire française contre les rebelles du Tibesti.
- 1969 Réélection présidentielle de François Tombalbaye.
- 1973 Occupation par l'armée libyenne de la bande d'Aouzou.
- 1974 Prise d'otages (dont Françoise Claustre) par les rebelles Toubous de Hissène Habré.
- 1975 Coup d'Etat militaire. Le président Tombalbaye est tué. Le général Malloum devient président de la République.
- 1976 Accord de coopération militaire avec la France.
- 1977 Offensive du FROLINAT dans le Nord. Aide logistique française à l'armée tchadienne.
- 1978 Prise de Faya-Largeau par le Frolinat. Intervention militaire française. Hissène Habré est nommé Premier Ministre.
- 1979 Combats à N'Djamena. Cessez-le-feu signé le 19 février. Conférence de réconciliation nationale à Kano (Nigéria) le 14 mars. Deuxième conférence de réconciliation nationale du 3 au 11 avril. M.Lol Mohamed Shawwa (MPLT) devient chef de l'Etat et chef du gouvernement le 29 avril. Troisième conférence de réconciliation nationale à Lagos le 26-27 mai. Offensive libyenne dans le Nord en juin puis quatrième conférence de réconciliation nationale à Lagos. M. Goukouni Oueddeï devient président du Tchad. Constitution du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT). Hissène Habré est ministre de la Défense.
- 1980 Combats à N'Djamena entre les Forces Armées du Nord (FAN) d'Hissène Habré et les Forces Armées Populaires (FAP) de Goukouni Oueddeï. Intervention militaire libyenne aux côtés des FAP, Hissène Habré est contraint d'évacuer N'Djamena.
- 1981 Projet de fusion entre la Libye et le Tchad. Condamnation du projet à la conférence de Lomé par 12 chefs d'Etats africains. Retrait des forces libyennes à partir de novembre et arrivée des premiers éléments de la Force interafricaine.
- 1982 Les FAN s'emparent de N'Djamena le 7 juin. Hissène Habré devient chef de l'Etat.
- 1983 Goukouni Oueddeï, aidé par les troupes libyennes reprend Faya-Largeau le 24 juin. Aide logistique française au gouvernement tchadien. Reprise de Faya-Largeau par les troupes gouvernementales le 30 juillet puis reperdu le 10 août. Déclenchement de l'opération Manta (3000 hommes et 8 avions de combat).
- 1986 Offensive des troupes du GUNT soutenues par la Libye au Sud du 16° parallèle. Déclenchement de l'opération Epervier. Raid aérien français contre Ouadi-Doum. Rupture d'alliance entre Goukouni Oueddeï et la Libye.
- 1987 Reconquête de la bande d'Aouzou par l'armée tchadienne. Les troupes libyennes en reprennent le contrôle le 29 août.
- 1988 Reprise des relations diplomatiques entre le Tchad et la Libye.

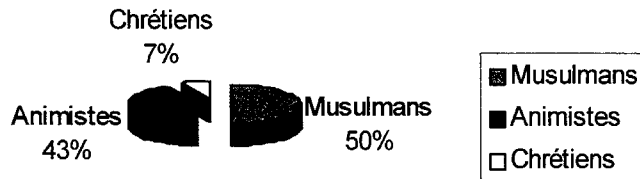
- 1989 Tentative de complot fomenté par Hassan Djamous, Idriss Déby et Ibrahim Mahamat Itno. Accord tchado-libyen qui prévoit le règlement pacifique du contentieux territorial.
- 1990 Elections législatives. Combats à la frontière tchado-soudanaise entre les FANT et les partisans d'Idriss Déby (MPS). Le 1 décembre Idriss Déby entre à N'Djamena et est nommé chef d'Etat et du gouvernement
- 1991 Adoption d'une charte nationale. Idriss Déby est nommé président de la République. Tentative de coup d'Etat par Maldoum Abbas, ministre de l'intérieur.
- 1992 Offensive des partisans d'Habré dans la région du lac Tchad.
- 1993 Ouverture de la conférence nationale de réconciliation.
- 1994 La Cour Internationale de justice de la Haye reconnaît la possession de la bande d'Aouzou par le Tchad. Les troupes libyennes se retirent. Attaque dans le Sud par des éléments du Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie (CNSPD) dirigé par Moïse Kette.
- 1995 Prorogation d'un an de la période transitoire.
- 1996 Référendum constitutionnel, adoption d'une nouvelle constitution le 31 mars. Idriss Déby remporte les élections présidentielles le 11 juillet
- 1997 Elections législatives, le parti du Président obtient la majorité. Accord de fin de la lutte armée et d'amnistie.
- 1998 Décision de maintien du dispositif Epervier. Le Tchad apporte son soutien militaire à Laurent- Désiré Kabila en République Démocratique du Congo.

BIBLIOGRAPHIE

- Le TCHAD, politique africaine, édition Karthala n°16.
- Le Frolinat à l'épreuve du pouvoir, Robert Buijtenhuijs.
- Le Tchad, un Etat à réinventer ? France Henry-Labordere.
- La Libye face à la France au Tchad : qui perd gagne ? de René Otayek.
- La politique tchadienne de la France sous Valéry Giscard d'Estaing, Nelly Mouric.
- L'art de ménager la chèvre et le chou : la politique tchadienne de François Mitterrand, Robert Buijtenhuijs.
- Nimeiry face aux crises tchadiennes, Alain Gérard.
- Le Nigeria et le Tchad, Daniel Bach.

DONNEES HUMAINES

Répartition des religions



Répartition ethnique

